



## **NOUS SOMMES TOUS D'ACCORD A TAHITI : LES SPIP SONT LES SERVICES DE SECONDE ZONE DE L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE**

C'est pourquoi nous portons les revendications de l'intersyndicale et voulons la reconnaissance statutaire qui nous avait été annoncée.

### **NOTRE CONSTAT EN MO : UN ETAT D'URGENCE**

En Polynésie Française, la prise en charge de 200 mesures en moyenne par TS n'a ému personne pendant des années. Le recrutement de 2015 et 2016 va permettre une nette amélioration, mais le SPIP souffre de conditions de travail désastreuses.

### **NOUS AVONS ATTEINT UN NIVEAU DE SATURATION QUI ENGENDRE UNE VRAIE SOUFFRANCE PROFESSIONNELLE**

**DES CONDITIONS DE TRAVAIL QUI NE PEUVENT PERDURER**, indignes de notre administration et inacceptables pour le personnel comme les PPSMJ :

- *un open-space où s'entassent 2 personnels administratifs, 1 psychologue et 15 CPIP en binôme censés recueillir la parole des PPSMJ en toute confidentialité*
- *des locaux ne respectant aucunes normes en matière d'électricité, de sécurité incendie et d'accessibilité PMR*
- *plus aucun bureau d'entretien à notre disposition*
- *1 seul véhicule de service pour assurer 6 permanences sur secteur par mois*
- *1 ligne téléphonique pour 3*
- *1 accès au service difficile et dangereux (escalier métallique) et pas de parking gratuit à proximité*
- *WC inondés en cas de pluie et à partager avec les PPSMJ*
- *outils de travail obsolètes : ordinateurs vieillots, routeur inadapté donc peu opérant, bureaux d'un autre siècle (simples tables pour les derniers arrivants)*

### **ACTIONS ENVISAGEES PAR LE SPIP MO :**

**Sans réponses concrètes** dans les meilleurs délais et au plus tard au **1er juin 2016** :

- **Nous limiterons nos convocations des PPSMJ aux permanences sur secteur**
- **Les autres justiciables feront l'objet d'un suivi par téléphone (comme ceux des archipels voisins) avec dépôts des justificatifs demandés au secrétariat ou envoi par courrier**
- **Nous demanderons une audition auprès des députés et sénateurs du territoire**
- **Nous alerterons la presse afin de sensibiliser les acteurs locaux à notre cause**